



ÉTANG DE BERRE DES CITOYENS À CONVAINCRE

L'instauration d'un dispositif pionnier de dialogue collectif ouvre l'espoir d'une réindustrialisation apaisée autour de l'étang de Berre.

Atmosud, l'organisme de mesure de la qualité de l'air en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'assure : les usines du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos n'ont jamais aussi peu pollué. Pourtant, ce progrès continu reste méconnu des populations, inquiètes des conséquences de leurs émissions sur la santé et l'environnement. Comment réindustrialiser la France si chaque projet provoque des oppositions ? Les tensions sont parfois telles que des élus reculent. La métropole d'Aix-Marseille-Provence a lâché Satys, partenaire d'Airbus Helicopters pour le traitement de surfaces [lire l'encadré]. Des maires confient ne plus vouloir d'entreprise « sensible » pour se prémunir de conflits, alors que l'agence économique Provence Promotion vante l'attractivité des Bouches-du-Rhône, avec plus de 80 projets implantés en 2021. Pour résoudre le dilemme, idées et expérimentations fourmillent. Le territoire peut servir de pilote à une souveraineté industrielle restaurée. Et acceptée.

SATYS, VICTIME COLLATÉRALE

Repreneur, en 2021 à Marseille, de l'usine PMA à l'origine de pollutions au chrome 6 des eaux souterraines, Satys souhaitait transférer son activité de traitement de surface à Marignane, dans le technoparc des Florides, dédié à l'aéronautique. Le groupe

s'engageait à bâtir d'ici à 2023 et pour 15 millions d'euros une usine 4.0 aux normes strictes, pour 120 salariés. Mais son classement Seveso a fait peur aux Marignanais. Leurs manifestations ont poussé le maire et la métropole d'Aix-Marseille-

Provence à refuser le projet à l'automne, après lui avoir accordé une subvention au printemps. Un revirement incompréhensible pour l'industriel, la chambre de commerce et l'Union des industries et métiers de la métallurgie. « Notre

détermination à aboutir n'est pas écornée », confie Grégory Mayeur, le directeur général de Satys, en quête d'une alternative avec l'État et Airbus Helicopters d'ici à la fin du premier semestre.



Des études pointant une mortalité par cancer, un observatoire a été mis en place.

« Nous avons 10 000 hectares avec des enjeux industriels et portuaires et une obligation de préservation de la biodiversité, explique le président du directoire du GPMM, Hervé Martel. Nous sommes dans une volonté d'ouverture et de concertation, pour une planification qui combine aménagement économique et gestion des espaces naturels. C'est complexe, mais une expansion reste possible dans une vision partagée, à l'horizon 2040, entre port, État, Région, métropole. »

Anticiper la compensation écologique

Hervé Martel devrait préciser sa stratégie avant la fin du premier semestre 2022. Parmi ses objectifs : affecter à l'industrie des terrains « plug and play », purgés de l'accomplissement des études, tout en prévoyant par avance et sur son domaine les voies d'une compensation écologique. Une idée émise dès 2013, mais jamais concrétisée. Philippe Stefanini, le directeur général de Provence Promotion, approuve cette anticipation des procédures avec les services de l'État afin de faciliter l'arrivée d'investisseurs. Il suggère aussi de reconverter le bâti en vue d'éviter de nouvelles artificialisations de sols, compliquées à défendre. « La meilleure offre est celle qui existe déjà. Pour l'industrie et la logistique, des incitations fiscales, nationales ou locales, à densifier des zones existantes ou à moderniser du bâti obsolète permettraient d'enrichir l'offre dans des délais plus rapides », suggère-t-il.

Ce qu'il attend du prochain Président



DR

L'État et les collectivités locales doivent mettre en place des conditions et des infrastructures propices à l'installation d'industries, parce que les industriels choisiront toujours d'aller là où ce sera le plus simple.

Jérôme Mauvigney

Directeur du site LyondellBasell de Berre-l'Étang

Les industriels réclament aussi une simplification des règles et un encouragement étatique marqué pour les initiatives d'économie circulaire. KemOne, Air liquide, ArcelorMittal, TotalEnergies... s'y sont mis. Le calcul du bilan carbone, par exemple, est jugé trop compliqué par Sylvain Prévot, l'un des cofondateurs d'Entrepreneurs pour la planète, à Marseille. Or sa mesure permettrait à chaque entreprise de faire évoluer son modèle économique pour devenir « accélératrice de transition écologique et sociale », plaide-t-il. « On ne peut plus faire de développement industriel sans protection de la nature. L'administration doit être plus agile pour aider à déployer les projets », indique Philippe Lavoisier, le président d'Eranova, qui vient d'inaugurer AlgX, un démonstrateur de collecte et de transformation des algues d'échouage de l'étang de Berre en bioplastiques. Jérôme Mauvigney, le directeur du site pétrochimique LyondellBasell à Berre-l'Étang, invite, lui, l'État et la métropole à mieux gérer des ressources inexploitées. « Lors de la grève des éboueurs à Marseille, j'ai vu des puits de pétrole gaspillés dans les déchets en plastique éparpillés... Cette région gagnerait à devenir la première à trier et recycler efficacement ses déchets au lieu de les incinérer. C'est un changement de culture à adopter à tous les niveaux. »

La réglementation pose aussi des problèmes à l'Association de défense et protection du littoral du golfe de Fos, qui traque les incidents industriels (vidéos, actions en justice, et bientôt drones capteurs de particules...). Elle voudrait que l'État n'analyse pas chaque projet au vu du seul respect des normes de rejets, mais aussi de l'« effet cocktail » de nuisances s'ajoutant à celles existantes. Selon l'Agence régionale de santé, les études réalisées (Santé publique France, Observatoire régional de santé, Revela 13, Scenari...) attestent d'un état de santé des habitants de la zone Fos-Berre « globalement moins bon » que la moyenne régionale et d'une surmortalité par cancer chez les hommes supérieure de 34 %. Un Observatoire territorial des cancers en lien avec l'environnement se met en place. « Cela n'a jamais été fait », insiste le sous-préfet d'Istres, Régis Passerieux. Une approche potentiellement reproductible sur d'autres

bassins industriels. Cette exigence d'un nouvel équilibre entre économie, santé et environnement a été prise à bras-le-corps en 2019 par un projet, pionnier en France baptisé Réponses (Réduire les pollutions en santé environnement), associant des acteurs publics (État, collectivités), industriels, associatifs, syndicaux et de simples citoyens.

Convergence d'intérêts contradictoires

Ce dispositif de concertation et de dialogue a débouché sur un plan de 135 actions à engager. L'équipe a recueilli la perception spontanée des habitants jusque dans la rue. S'il se limite aux 21 communes du pourtour de l'étang de Berre (300 000 habitants) et n'empêche pas des crispations au moindre incident, l'outil se veut plus régulier et moins formel qu'un débat public ou une enquête publique. *«L'écoute des citoyens fait sens. Les attentes qu'elle enregistre engendrent des actions dont l'avancée est scrutée par les associations impliquées, souligne Gwénaëlle Hourdin, la déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui coordonne Réponses. Sur les 1 300 personnes interrogées au printemps 2021, 79% estimaient que chacun peut lutter contre la pollution. Donner la possibilité d'agir collectivement change la donne.»*

Quarante-cinq structures portent une ou plusieurs actions. Les industriels ont par exemple conçu une fiche pédagogique sur le torchage dans les usines, source d'inquiétude pour les riverains. Ils alertent en amont de leurs travaux sur la plateforme web Allo Industrie, mise sur pied avec le Groupement maritime et industriel de Fos. Sur les 135 actions, 8 %

Ce qu'il attend du prochain Président



La meilleure offre est celle qui existe déjà. Pour l'industrie et la logistique, des incitations fiscales, nationales ou locales, à densifier des zones existantes ou à moderniser du bâti obsolète permettraient d'enrichir l'offre dans des délais plus rapides.

Philippe Stefanini
Directeur de Provence Promotion

sont achevées, 37% engrangent déjà des résultats et 50% sont en cours de réalisation, selon le SPPPI. *«Quand l'État ou une collectivité supervise un débat, les habitants craignent toujours qu'une partie de leurs questionnements soit glissée sous le tapis, pointe Gwénaëlle Hourdin. Notre collégialité assure transparence et absence de mainmise d'un acteur. Mais il faut aller chercher les citoyens défavorisés, les jeunes, les seniors pour entendre un maximum de points de vue et mixer les consultations numériques et les réunions publiques. Ce dialogue direct aide à désamorcer les sujets les plus conflictuels.»*

Se qualifiant d'«aiguillons de l'amélioration des projets» dans le suivi associatif, Marc Guérin (Fare Sud) et René Tassy (Éco-Relais) reconnaissent *«une confiance vigilante»*. Le maire de Fos, Jean Hetsch (PS), voit matière à *«travailler sur une convergence d'actions à partir d'intérêts contradictoires»*. L'initiative Réponses n'est pourtant pas mobilisée sur les dossiers d'implantations industrielles. *«Dialoguer quand les choses sont encore modifiables pourrait sécuriser les industriels et les habitants, lever des incompréhensions»*, argumente Gwénaëlle Hourdin. # JEAN-CHRISTOPHE BARLA

Lyonde11bano11 va investir 150 millions d'euros pour moderniser son site pétrochimique.

